

de \$5,000 bruts par an. Plus de 40 p. 100 d'entre eux vendent pour moins de \$1,200 de produits par année, et leurs besoins sont sûrement très urgents.

Je crois que la rive sud du Saint-Laurent est la région du ministre, et je suppose que l'une des raisons pour laquelle la région reçoit une attention immédiate est que le ministre connaît à fond les gens et les conditions de vie de cette région. Le ministre a fait allusion aux Îles-de-la-Madeleine et à la Gaspésie, où les conditions sont identiques et qui ont sûrement besoin d'assistance.

● (4.50 p.m.)

A mon sens, le ministre aura beaucoup de difficulté à mettre au point un programme, visant une grande partie de cette région, qui réglera les problèmes des habitants, car l'agriculture fait face à des problèmes comme l'éloignement des fermes des marchés, même si elles sont rentables, et aussi la possibilité de cultiver divers produits agricoles dans un sol particulier. Il y a aussi le fait que les normes d'enseignement dans cette région, comme dans beaucoup de régions agricoles, sont inférieures au niveau national et bien inférieures à ce qu'on peut considérer comme nécessaire aux collectivités agricoles si on veut qu'elles prennent de l'expansion et s'établissent solidement.

Cela m'amène au deuxième point, monsieur l'Orateur, celui de l'enseignement. Au Canada, notre population rurale n'est pas bien située pour atteindre un niveau de vie raisonnable ni en mesure de le faire. En ce qui concerne la population agricole du Canada, les normes d'enseignement sont bien inférieures au niveau souhaitable ainsi qu'aux besoins d'une région agricole. Dans ma propre circonscription, il y a une région agricole homogène, dans la petite zone de glaise, et je sais qu'il n'y a presque pas d'éducation. Il est vrai que les enfants vont maintenant à l'école en ville et qu'ils ont une assez bonne éducation générale, mais ils ne sont pas préparés à l'exploitation d'une ferme. Pour être rentable aujourd'hui, une ferme doit produire entre \$40,000 et \$100,000. Les habitants de cette région ne peuvent pas obtenir le genre de formation nécessaire pour tenir les livres d'une entreprise de ce genre, pour faire les achats et vendre les produits.

Il est bien vrai que le Collège d'agriculture de Guelph et certaines autres écoles d'agriculture de la province, dans des limites nettement marquées, ont donné une formation à certains agriculteurs, mais la plupart des

jeunes cultivateurs n'ont ni le temps ni l'argent d'aller chercher le genre d'instruction dont il a besoin. Le ministre devra étudier tout le problème de l'instruction, car il est grand temps d'admettre qu'il ne suffit plus d'avoir des salopettes, de se lever à six heures du matin et de se coucher à dix heures du soir, après avoir passé toute la journée aux champs, pour pouvoir gagner sa vie. Les cultivateurs peuvent s'astreindre à cela sans réussir à gagner de quoi vivre. Bien des gens se tuent à travailler pour exploiter leur ferme de leur mieux et n'y parviennent pas pour l'unique raison qu'ils n'ont pas l'instruction voulue.

Pour exploiter une ferme convenablement et en retirer un profit raisonnable, il faut une bien meilleure formation que celle qu'on donne dans de nombreux domaines; je sais que c'est vrai. Lorsque je me rends à la ferme de New Liskeard exploitée par mon père et mon frère, je trouve mon père assis à son bureau en train de préparer le dessin de ses bêtes pour l'enregistrement, de dresser son relevé de production laitière, de décider s'il s'est fait jouer sur le prix de l'excédent de lait par rapport à son contingent de lait nature ou de décider comment profiter au mieux du régime fiscal du gouvernement fédéral vers cette époque de l'année.

Une voix: Ou de lire le hansard.

M. Peters: Je ne crois pas qu'il ait le temps de lire le hansard. Il y a vingt-cinq ans, ces travaux n'étaient pas nécessaires. La plupart des cultivateurs s'en tiraient facilement s'ils avaient assez de produits à vendre pour payer leurs dettes au magasin général. S'ils arrivaient à payer leurs comptes, ils n'en demandaient pas davantage; sinon, ils devaient s'efforcer de faire mieux. S'ils s'endettaient, le directeur de la banque les avertissait. Aujourd'hui, malgré les prêts très considérables et les autres services fournis, ils ont de graves problèmes.

Je crois que l'un des grands problèmes des cultivateurs provient de leur inaptitude à s'inspirer de l'expansion industrielle du pays, c'est-à-dire du recyclage et de la formation technique qui permettent à l'individu de se préparer à un emploi déterminé dans l'industrie. C'est ce que nous n'avons pas fait dans l'agriculture. Faute de formation appropriée, les cultivateurs ont adopté des méthodes dont l'expérience a prouvé l'inefficacité.

Je le dis une fois de plus: l'ARDA, c'est notre avenir agricole. Ce programme conditionne aussi nombre de nos ressources renouvelables. L'ARDA peut assurer l'avenir de notre industrie forestière, de notre industrie